



KPMG SA
2 allée Colette Duval, Bât J
37100 Tours

Association locale A.D.M.R. "La Santé Chez Soi"

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
Association locale A.D.M.R. "La Santé Chez Soi"
303 Rue Giraudeau 37000 TOURS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
2 allée Colette Duval, Bât J
37100 Tours

Association locale A.D.M.R. "La Santé Chez Soi"

303 Rue Giraudeau 37000 TOURS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association locale A.D.M.R. "La Santé Chez Soi",

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association locale A.D.M.R. "La Santé Chez Soi" relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Tours, le 28 mai 2025

KPMG SA



Dominique Grignon

Associé

Actif			Exercice au 31/12/2024			Exercice précédent
			Montant brut	Dépréciation	Montant net	au 31/12/2023
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et de développement				
	Immobilisations corporelles	Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevet, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires (1)				
		Autres immobilisation incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
		TOTAL	0	0	0	0
	Immobilisations corporelles	Terrains	96 800		96 800	96 800
		Constructions	853 471	567 810	285 661	321 411
		Inst. techniques, mat. out. Industriels	4 903	4 903	0	0
		Immobilisations corporelles en cours	927 347	569 291	358 056	299 033
		Avances et acomptes			0	0
TOTAL	1 882 521	1 142 003	740 517	717 243		
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés		0	0	0	0	
Immobilisations financières (2)	Participations et créances rattachées					
	Autres titres immobilisés	800 000		800 000	800 000	
	Prêts					
	Autres immobilisations financières	14 896		14 896	13 601	
TOTAL	814 896	0	814 896	813 601		
TOTAL I			2 697 416	1 142 003	1 555 413	1 530 844
	Stock et encours		0	0	0	0
	Créances (3)	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	30 811		30 811	34 782
	TOTAL	30 811	0	30 811	34 782	
	Divers	Valeurs mobilières de placement	800 232		800 232	810 404
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	2 316 684		2 316 684	2 085 273
		Charges constatées d'avance (4)	10 483		10 483	8 518
	TOTAL	3 127 400	0	3 127 400	2 904 195	
TOTAL II			3 158 211	0	3 158 211	2 938 977
Frais d'émission d'emprunt (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion - Actif (V)						
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)			5 855 627	1 142 003	4 713 624	4 469 821
Renvois	(1) Dont droit au bail					
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières					
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Passif		Exercice	Exercice précédent		
Fonds propres	Sans droit de reprise	Fonds propres sans droit de reprise Fonds propres statutaires Fonds propres complémentaires	232 941 232 941		
	Avec droit de	Fonds propres avec droit de reprise Fonds propres statutaires Fonds propres complémentaires			
	Ecart de réévaluation		0 0		
	Réserves	Réserves Exédents affectés à l'investissement Réserves de compensation Réserve de couverture du BFR Réserves statutaires ou contractuelles Réserves pour projet de l'entité Autres Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	25 771 1 562 144 27 320 1 615 235	25 771 1 557 378 27 320 1 610 469	
		Report à nouveau Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	344 777 344 777	383 610 383 610	
		Excédent ou Déficit de l'exercice	8 185	-34 066	
		Situation nette		2 201 139 2 192 954	
			Fonds propres consommptibles Subventions d'investissement Provisions réglementées * Amortissement dérogatoires et provisions pour renouvellement des immobilisations * Réserves des plus-value nettes d'actifs	563 884	482 734
			TOTAL I	2 765 023	2 675 688
			Autres fonds propres Montant des émissions de titres participatifs Avances conditionnées		
			TOTAL I bis	0 0	
	Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations Fonds dédiés	303 675	317 438	
		TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES II	303 675	317 438	
	Provisions	Provisions pour risques Provisions pour charges	114 058 197 093	39 482 198 086	
TOTAL PROVISIONS III		311 151	237 568		
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) Emprunts et dettes financières divers (2) Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes des legs ou donations Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes Instruments de trésorerie Produits constatés d'avance	203 636 779 659 8 227 326 827 15 426	145 598 732 314 5 858 348 357 7 000		
	TOTAL IV	1 333 775	1 239 127		
	Ecart de conersion passif (V)				
	TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		4 713 624 4 469 821		
	Renvois	(1)Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques			

Compte de résultat		Exercice 2024	Exercice précédent
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations		3 323
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	6 247 737	6 010 923
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
Charges d'exploitation	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	30 968	38 030
	Utilisations des fonds dédiés	21 009	21 009
	Autres produits	41 311	35 658
	Total des produits d'exploitation I	6 341 025	6 108 943
	Achats de Marchandises	128 261	118 682
	Variation de stocks		
Produits financiers	Autres achats et charges externes	1 298 502	1 152 288
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	327 593	344 795
	Salaires et traitements	2 989 355	2 983 733
	Charges sociales	1 173 326	1 201 243
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	154 714	153 987
	Dotations aux provisions	84 717	23 835
	Reports en fonds dédiés	14 805	
	Autres charges	162 274	166 411
	Total des charges d'exploitation II	6 333 547	6 144 974
Résultat d'exploitation (I-II)		7 478	-36 031
Charges financières	De participations	60 712	9 688
	D'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé		10 404
	Autres intérêts et produits assimilés	23 425	24 098
	Reprises sur provisions, dépréciation et transferts de charges		
	Différences positives de change		
Produits exceptionnels	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers III	84 136	44 190
	Dotations financières aux amortissements et provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
Charges exceptionnelles	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières IV	0	0
	Résultat financier (III-IV)	84 136	44 190
	Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	91 614	8 159
	Sur opérations de gestion	777	2 644
Charges exceptionnelles	Sur opérations en capital	18 680	46 098
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels V	19 457	48 742
	Sur opérations de gestion		1 776
	Sur opérations en capital	81 219	84 026
Charges exceptionnelles	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles VI	81 219	85 802
	Résultat exceptionnel (V-VI)	-61 762	-37 060
	Participation des salariés aux résultats (VII)		
	Impôts sur les bénéfices (VIII)	21 667	5 164
Total des produits (I+III+V+IX) XI		6 444 618	6 201 875
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII+X) XII		6 436 433	6 235 940
Excédent ou Déficit (XI - XII)		8 185	-34 066
Evaluation des contributions volontaires en nature	Contributions		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	Charges		
	Secours en nature		
Charges	Mise à disposition de biens et services		
	Prestations en nature		
	Personnel bénévole		

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

(Montants exprimés en Euros)

Table des matières

Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	3
1 Description des moyens mis en œuvre	4
1.1 Investissements	4
1.2 Ressources humaines	4
1.3 Formation.....	5
Faits majeurs de l'exercice	7
Financement des projets.....	7
REFORME DE LA TARIFICATION :	7
Faits postérieurs.....	7
2 Principes, règles et méthodes comptables	8
2.1 Présentation des comptes	8
2.2 Méthode générale.....	8
3 Informations relatives au bilan	8
3.1 Actif	8
3.1.1 Tableau des immobilisations	8
3.1.2 Tableau des amortissements	9
3.1.3 Méthode d'amortissement	9
3.1.4 Immobilisations financières.....	9
3.1.5 Créances.....	10
3.1.6 Produits à recevoir	10
3.1.7 Charges constatées d'avances.....	10
3.2 Passif.....	11
3.2.1 Fonds associatifs.....	11
3.2.2 Provisions pour risques et charges.....	11
3.2.3 Engagements pris en matière de retraite.....	12
3.2.4 Etat des dettes	13
3.2.5 Produits constatés d'avance.....	13
4 Informations relatives au compte de résultat.....	14
4.1 Ventilation des produits d'exploitation (en €)	14
4.3. Résultat exceptionnel	14
4.4. Effectif au 31/12/2024	14
5. Autres informations.....	15
5.1. Information relative à la rémunération des dirigeants.....	15

Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Le SSIAD ADMR la "Santé chez Soi" est un service géré par une association à but non lucratif régie par la loi 1901 déclarée en préfecture le 8 juin 1982. L'association est adhérente à la fédération départementale ADMR d'Indre et Loire située 22 rue Fernand Léger 37000 TOURS ainsi qu'à l'Union Nationale des associations ADMR.

Objet social :

L'association a pour buts :

1. D'aider à tous les moments de leur existence toute famille ou personne habitant dans les communes et les quartiers où elle exerce son action.

Pour ce faire, elle assure la responsabilité matérielle et morale de la marche d'une ou plusieurs branches d'activité pouvant concourir à la réalisation de cet objectif.

Elle est, ou peut devenir, employeur de toutes les personnes utiles à cette action du social, du médico-social et du sanitaire, notamment dans le domaine de la vie quotidienne, du socio-éducatif, de la santé, ainsi que du développement local, conformément au règlement intérieur agréé par l'Union nationale des associations ADMR.

2. De développer un climat familial et d'intensifier les courants de solidarité, la vie sociale et l'animation dans les communes qu'elle dessert en faisant participer les familles, notamment celles ayant bénéficié de l'action de l'association.

Nature et périmètre :

L'association assure deux activités :

- L'activité SSIAD - Service de Soins Infirmiers A Domicile (Personnes Agées et Handicapées)
- L'activité EMA - Equipe Mobile Alzheimer : qui assure une mission de conseil, de soins d'accompagnement et de réhabilitation, sur prescription médicale, auprès de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou maladies apparentées

Le SSIAD est un Service de Soins Infirmiers A Domicile, dont la capacité et la zone géographique d'intervention sont définies par un arrêté préfectoral.

La mission du SSIAD est, selon le ministère de la santé, de "contribuer au soutien à domicile des personnes en prévenant ou différant l'entrée à l'hôpital ou dans un établissement d'hébergement".

Le SSIAD a pour vocation :

- d'éviter l'hospitalisation lors de la phase aigüe d'une affection pouvant être traitée à domicile,
- de faciliter le retour au domicile à la suite d'une hospitalisation,
- de participer à l'accompagnement des personnes dans leur projet de vie à domicile

1 Description des moyens mis en œuvre

1.1 Investissements

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

Nous disposons de locaux en location pour chaque établissement dans les antennes rurales (Veigné, Athée sur Cher, Artannes, Richelieu, Azay le Rideau, Langeais), sur un site à Tours, et pour l'autre site de TOURS nous sommes propriétaires du bâtiment depuis 13 ans sur une durée d'amortissement de 30 ans.

Pour les secteurs ruraux, l'équipe mobile Alzheimer EMA et le service pour personnes en situation de handicap PH, il a été mis à disposition des véhicules de services que nous renouvelons tous les 5 ans.

=> Amortissements pour l'année 2024 s'élèvent à 105 694 € dont :

- a. 36 332 € pour le bâtiment du site de TOURS
- b. 63 154 € pour le parc automobile
- c. 6 208 € pour mobilier, matériel de bureau et informatique

1.2 Ressources humaines

Le tableau des effectifs au 31/12/2024 est présenté page 13 du présent document.

Pyramide des âges des salariés présents en 2024 :



Mouvements sur l'année 2024 :

- 17 salariés embauchés en CDI
- 20 salariés sortis

1.3 Formation

Le SSIAD est engagé dans une dynamique de formation afin de répondre aux besoins croissants en matière de qualités de soins, d'accompagnement à domicile et de professionnalisation des équipes. Ces formations ont pour objectifs d'actualiser les connaissances des professionnels, de renforcer leurs compétences pratiques, mais aussi de favoriser l'amélioration continue des prises en soins.

Au cours de l'année 2024, l'ensemble des salariés des services Personnes âgées, personnes en situation de handicap, équipe mobile Alzheimer, infirmières de soins et équipe administrative ont bénéficié de temps de formation.

SSIAD Personnes âgées :

Formations effectuées en 2024	Heures	Nombre de personnes concernées
AFGSU base niveau 2	21h	12
Recyclage niveau 2	7h	19
Formation ASG	140h	1
Bien préparer sa retraite	7h	4
Bon usage du médicament	14h	1
Humour et pratique dans l'accompagnement	14h	12
Fonction tuteur	14h	11
Manager les situations de maltraitance	14h	9
Méthode Montessori	14h	11
Projet de vie personnalisé	7h	9
Relation avec le malade alcoolique	14h	12
Intégrer les réseaux sociaux dans la communication	14h	1
Soins palliatifs	14h	12
Toucher massage	14h	12
TOTAL plan de formation 2024	1750h	126

Des formations en interne, dite « formation flash » ont aussi été réalisées sur l'ensemble des secteurs. Elles ont été axées sur :

- Les gestes et postures par une Ergothérapeute
- Les apports d'outils par une ASG
- Une intervention de Neuro-Centre sur la SEP
- Gestion des conflits
- Les directives anticipées

SSIAD Personnes handicapées :

Formations	Heures	Nombre de personnes concernées
Recyclage niveau 2	7h	1
Bien préparer sa retraite	7h	1
Humour et pratique dans l'accompagnement	14h	1
Fonction tuteur	14h	1
Méthode Montessori	14h	1
Relation avec le malade alcoolique	14h	1
Soins palliatifs	14h	1
Toucher massage	14h	1
TOTAL plan de formation 2024 :	20h	8

Equipe mobile Alzheimer :

Formation	Heures	Nombre de personnes concernées
Humour	14h	1
Tutorat	14h	1
Montessori	21h	1
Recyclage AFGSU	7 h	2
Sexualité	14h	1
Alcool	14h	1
TOTAL plan de formation 2024	84h	7

Faits majeurs de l'exercice

REFORME DE LA TARIFICATION :

Depuis 2023, les SSIAD sont soumis à une **nouvelle tarification** pour leurs **activités de soins**. Celle-ci a pour objectif de mieux prendre en compte l'activité des services et le niveau de perte d'autonomie des personnes accompagnées. La mise en œuvre de la réforme s'effectuera progressivement entre 2023 et 2027, date à laquelle le forfait global de soins sera entièrement calculé selon les nouvelles modalités de financement.

FINANCEMENT DES PROJETS

- **PSY POUR LES AIDANTS DU SSIAD :**
La conférence des financeurs a accordé un financement pour le projet « Psy pour les aidants » permettant une reconnaissance du rôle des aidants et un soutien nécessaire. Cela constitue un enjeu fort d'amélioration de l'accompagnement des personnes à domicile.
- **L'ATELIER BLEU :**
Coconstruit avec l'équipe mobile Alzheimer, l'atelier bleu permet aux patients en début de pathologie de troubles neurodégénératifs de pratiquer une activité physique adaptée (marche) chaque semaine. Pendant ce temps l'aidant a le choix de partager un moment d'échanges avec d'autres aidants ou de vaquer à ses occupations.

Faits postérieurs

REFORME DES SAD

La réforme en cours des Services Autonomies à Domicile (SAD) qui implique une transformation du secteur avec les rapprochements des SSIAD et des SAAD. Une demande d'autorisation SAD doit être portée avant le 31/12/2025 auprès de l'ARS et du Conseil départemental.

Pour le SSIAD ADMR La Santé Chez Soi, l'autorisation est portée par la Fédération ADMR au même titre que les associations Aide à domicile. Une demande de SAD mixte devra être effectuée pour l'ensemble des secteurs.

2 Principes, règles et méthodes comptables

2.1 Présentation des comptes

Les documents dénommés « états financiers », comprennent :

- Le bilan,
- Le compte de résultat,
- L'annexe.

2.2 Méthode générale

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général, et le règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. L'association relevant du code de l'action sociale et des familles, entre dans le champ d'application du règlement n° 2019-04 du 8 novembre 2019 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre ont été élaborés et présentés dans le respect du principe de prudence et selon les hypothèses de bases suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence de méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

3 Informations relatives au bilan

3.1 Actif

3.1.1 Tableau des immobilisations

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisation incorporelles	0		0	0
Terrain	96 800			96 800
Construction	847 886			847 886
Construction sur sot autrui	5 585			5 585
Matériel de soins	4 903			4 903

Inst. Générales Agencements	19 182			19 182
Matériel de transport	609 043	177 988	49 020	738 011
Matériel de bureau	96 677			96 677
Mobilier	68 928			68 928
Matériel divers	4 549			4 549
TOTAL	1 753 553	177 988	49 020	1 882 521

3.1.2 Tableau des amortissements

Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Construction	526 475	35 750		562 225
Construction sur sol autrui	5 585			5 585
Matériel de soins	4 903			4 903
Inst. Générale. Agencement	18 220	582		18 802
Matériel de transport	322 686	112 174	49 020	385 840
Matériel de Bureau	85 129	6 043		91 172
Mobilier	68 763	165		68 928
Matériel divers	4 549			4 549
TOTAL	1 036 310	154 714	49 020	1 142 004

3.1.3 Méthode d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Immobilisation incorporelles	Linéaire	10 ans
Construction	Linéaire	20 à 30 ans
Matériel de soins	Linéaire	4 ans
Inst.Générale.Agencements	Linéaire	15 à 20 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	1 à 3 ans
Mobilier	Linéaire	1 à 5 ans
Matériel divers	Linéaire	1 an

3.1.4 Immobilisations financières

Types d'immobilisations	Valeurs
Autres titres	800 000
Dépôts & Cautions	3 913
Autres créances	10 982
Total	814 896

3.1.5 Créances

Créances(a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé (1)			
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés			
Autres	30 811	30 811	
Charges constatées d'avance	10 483	10 483	
TOTAL	41 294	41 294	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

3.1.6 Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant brut
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	
Autres créances	14 747
Disponibilités	
TOTAL	14 747

3.1.7 Charges constatées d'avances : 10 483 €

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

3.2 Passif

3.2.1 Fonds associatifs

Une provision réglementée pour produits financiers d'un montant de 62 469 € a été constituée en 2022 suite à la comptabilisation de produits financiers selon article 314-95, ainsi qu'une provision réglementée afférente aux plus-values nettes d'actif circulant d'un montant de 18 680 €.

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde fin de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	232 941			232 941
Réserves statutaires ou contractuelles	25 771			25 771
Réserves pour projet de l'entité	1 557 378	4 767		1 562 145
Autres réserves	27 320			27 320
Report à nouveau	383 610		38 833	344 777
Résultat	-34 066	42 251		8 185
Provisions Réglementées	482 734	81 149		563 883
TOTAL	2 673 688	128 167	38 833	2 763 022

3.2.2 Provisions pour risques et charges

3.2.2.1 Tableau des provisions pour risques et charges

Situation et mouvements	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	39 482	74 576		114 058
Provisions pour indemnité de départ en retraite	198 086		993	197 093
TOTAL	237 568	74 576	993	311 151

Les provisions pour charges sont constituées :

- D'une provision pour charges de 18 008 € correspondant aux soldes de crédits non reconductibles obtenus en 2009 et 2011 pour la réalisation des évaluations externes.
- D'une provision de 30 426 € constatée pour couvrir le risque pour licenciement pour inaptitude des salariées qui sont en longue maladie (plus d'un an) cela concerne 6 salariées.
- D'une provision de 65 625 € constatée pour couvrir le risque des indemnités sur congés payés maladie.

3.2.2.2 Fonds dédiés

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde fin exercice
Fonds dédiés à l'investissement	226 369		21 089	205 360
Fonds dédiés à l'exploitation	91 068		7 559	83 509
Fonds dédiés aux subventions exploitation		14 805		14 805
TOTAL	317 437	14 805	28 568	303 675

Les fonds dédiés à l'exploitation s'élevant à 83 509 € au 31/12/2024 comprennent d'une part un solde de 2 387 € de crédits non reconductibles de 2019 pour l'achat de kits, et 81 122 € de subventions d'exploitation obtenues en 2005 et 2007 suite à la canicule afin d'effectuer des aménagements. Ces derniers n'ont à ce jour pas été réalisés.

Les fonds dédiés à l'investissement correspondent à des provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations à la clôture de l'exercice précédent (226 639 €), conformément à l'application du nouveau règlement comptable, moins une reprise de 21 009 € au titre des amortissements sur constructions constatés en 2024.

3.2.3 Engagements pris en matière de retraite

La convention collective appliquée dans l'association prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière en fonction de l'ancienneté de la personne dans l'association.

Le montant des droits acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite à la date de clôture de l'exercice, pour les salariés embauchés en contrat à durée indéterminée, s'élève à 197 311 €. Il s'élevait à 198 305 € au 31.12.2023.

Ce montant est entièrement comptabilisé en provisions pour risques et charges.

3.2.4 Etat des dettes

Dettes(b)	Montant brut	Degré d'éligibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances	
			à plus d'1 an	à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (2)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	203 636	203 636		
Dettes fiscales et sociales	779 659	779 659		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	8 227	8 227		
Autres dettes (b)	303 013	303 013		
Produits constatés d'avance	15426	15426		
TOTAL	1 309 961	1 309 961		
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

Concernant les autres dettes on retrouve la somme de 159 964,32 € qui concerne le projet PAERPA pour l'équipement du domicile en outils pour la mobilité qui n'a pas été utilisé à la suite du transfert du service PAERPA au 31/3/2019.

Les autres dettes comprennent aussi la somme de 137 278,49 € pour les provisions de congés payés pour le service MAIA et PAERPA.

Charges à payer par postes du bilan :

Charges à payer	Montant brut
Emprunts et dettes auprès établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	19 698
Dettes fiscales et sociales	544 595
Autres dettes	23 815
TOTAL	588 108

3.2.5 Produits constatés d'avance

Ils s'élèvent à 15 426 € au 31/12/2024

4 Informations relatives au compte de résultat

4.1 Ventilation des produits d'exploitation (en €)

Critères utilisés :

	N	N-1
Produits issus de la tarification	6 200 687	5 972 094
Subventions	47 051	38 817
Reprise sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	30 968	38 030
Utilisation des fonds dédiés	21 009	21 009
Autres produits	41 311	38 981
	6 341 025	6 108 931

4.2 Résultat par activité et Passage résultat comptable au résultat administratif

	RESULTAT COMPTABLE 2024	AFFECTATION RESULTAT ANTERIEUR	RESULTAT INTERMEDIAIRE AU 31/12/2023	PROVISIONS CONGES PAYES (refusées par ARS)	RESULTAT PRESENTE A ARS
PAG	35 398.52		- 22 384,84	28 794.51	64 193.03
PH	12 132.89		2 916,91	-4 249.44	7 883.45
EMA	- 39 346.57		- 14 597,59	4 077.45	-35 269.12
TOTAL SCS	8 184.84		-34 065 52	28 622.52	36 807.36

4.3. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est déficitaire de 69 666.39 €.

4.4. Effectif au 31/12/2024

Catégories	Personnel salarié (en ETP)
Aides-soignants	71.75
IDES & ergothérapeute	4.91
Infirmiers coordinateurs	9.64
Personnel administratif	2,81
Direction	1.34
TOTAL	90.45

5. Autres informations

5.1. Information relative à la rémunération des dirigeants

Les rémunérations versées pour l'année civile aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés ne sont pas communiquées car elle conduirait à donner indirectement une rémunération individuelle.